

Compte-rendu du Front de Gauche suite à la réunion du 14 mars à Paris

Le CNRBE a invité les représentants des différents partis concourants aux élections présidentielles pour les interpeller sur ses préoccupations.

Seul le FDG était présent et a pris la parole, représenté par Florent Pasquier (commission Services publics, Education, Formation) dont voici l'intervention réalisée à partir de réflexions antérieures de plusieurs camarades - qu'ils soient ici remerciés.

Intervention de Florent Pasquier, pour le Front de gauche (FDG) :

« Le FDG tient à remercier les organisateurs de cette rencontre. « Résistance, résistance, résistance ! », c'est par ce mot que commencent les meetings du FDG, et ceci est ce qui nous réunit.

Le titre de notre programme commun est l'Humain d'abord. Et donc bien sûr, l'enfant aussi d'abord.

Comme vous, nous dénonçons une certaine dérive du type de direction d'école qui se rapproche des méthodes de « management » avec des objectifs de contrôle social et non plus d'enseignement. Le pilotage informatique que le gouvernement veut nous imposer est opaque et conduit au déterminisme social. Voici quelques exemples possibles de son utilisation à des fins malveillantes : untel a redoublé le CP, il ne fera pas de grandes études. Un autre a vécu douloureusement la séparation de ses parents, il vaut mieux qu'il fasse un métier « manuel », comme si un travail manuel n'exigeait pas de capacités intellectuelles achevées. Un autre, encore, est arrivé en France tardivement, il ira dans une filière spécialisée, « parce qu'il n'a pas le niveau ».

Anne Roumanoff dit que l'école a un rôle d'ascenseur social, mais qu'il est actuellement en panne. Avec les fichages, on peut dire qu'il est définitivement cassé.

Nous saluons donc le courage des directeurs d'écoles et des enseignants désobéissants et celui de ceux qui les soutiennent. Ils sont les dignes héritiers du Conseil National de la Résistance (CNR) à qui nous devons tant de services publics, et la proximité de leur sigle (CNRBE) n'est pas usurpée. Ils seront pleinement réhabilités et reconnus. Fièrement, ils pourront continuer à dire : « J'en étais ! ».

Nous sommes contre une approche de l'éducation par compétences versus savoirs qui conduit à une marchandisation des ressources et à la concurrence de chacun contre tous. Les B2i, C2i, C2i2e en informatique et autres CLES en langues en sont les tristes exemples, qui obligent les étudiants à acheter cher (350€ à Paris pour le C2i2e) des compétences sans lesquelles leur diplôme de base est inopérant dans certains cas. Ces certificats, s'ils ne sont pas obtenus, empêchent la titularisation dans les rares postes d'enseignants titulaires encore au concours par exemple.

Certaines tendances du FDG se positionnent également contre la notation et l'évaluation, par refus de la comparaison entre apprenants. Comme le disait le philosophe Krisnamurti, celle-ci excite les tendances les plus basses de l'enfant puis de l'homme, et le mène à la ruine et à l'acceptation de normes (comportements sociaux pathogènes). Il est temps de ré-enchanter l'école, trouver une place pour l'amour et le vivre ensemble dans les processus éducatifs en privilégiant des relations humaines saines, le travail coopératif plutôt que la compétition, la conduite de projets plutôt que la spécialisation outrancière qui conduit à savoir presque tout sur presque rien, la mise en œuvre généralisée de pédagogies nouvelles et/ou alternatives.

Les organisations du FDG sont donc contre le fichage de la population en général et de la jeunesse en particulier. Elles ont signé avec le CNRBE la pétition nationale « En 2012, sauvons la vie privée ».
<http://www.uspsy.fr/Petition-En-2012-sauvons-la-vie.html>

Nous sommes contre les lois sécuritaires, pour le respect des libertés publiques et individuelles.

Nous affirmons que le rôle de l'école est celui de l'émancipation de l'enfant et le développement de son esprit critique et non son formatage en fonction des besoins des marchés et sa catégorisation dans des cases au moment même où, justement, tous les avenir devraient être possibles.

Plus précisément, un gouvernement de FDG :

- limitera aux domaines nécessaires l'ensemble du système de fichage (comme outil de gestion technique, comme la convocation aux examens), en discussion avec les représentants des personnels enseignants et administratifs, des parents et des partenaires de l'école ;
- supprimera le Livret de compétences qui pourrait être utilisé pour « tracer » le futur salarié, comme le faisait déjà le Livret ouvrier institué par Napoléon Ier , et qui tend à casser une philosophie de l'apprentissage basée sur l'acquisition de savoirs plutôt que sur des compétences qui peuvent avoir pour finalités d'individualiser les salaires (casse du cadre national) et de rendre responsable chacun du succès ou non de son parcours de formation (inégalité des chances) que l'on voudrait faire durer de la maternelle au tombeau (perdre sa vie à la gagner) ;
- augmentera les pouvoirs de la CNIL en lui donnant les moyens d'exercer ses missions dans le respect de la vie privée, la confidentialité des données, le droit de regard, le droit à l'oubli etc. ;
- respectera les prescriptions de la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989 ;
- fera aboutir grâce à la révolution citoyenne par les urnes une rupture radicale avec les institutions et les pratiques dévoyées de la Ve République.

Pour tout cela, nous devons être forts, et pour être forts, il faut être nombreux et déterminés. Nous le sommes.

Soyons plus nombreux encore ! Nous vous invitons donc à vous joindre à la marche festive du dimanche 18 mars qui, partant de Nation, aboutira à la re-prise de la Bastille, où le candidat du FDG à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, présentera le passage à une VIe République en convoquant une assemblée constituante ad hoc.

Et comme nous travaillons pour le long terme, nous vous proposons de rejoindre les assemblées citoyennes et les initiatives populaires qui fleurissent sur tout le territoire national ».

La suite des échanges a porté sur l'apathie et le désintérêt de certains parents pour ces mesures liberticides ainsi que sur la façon de les informer et de les motiver à résister.

Des questions furent posées sur les finalités ultimes de ces grands changements sociaux et les buts cachés de ces manœuvres : mise en place des ECTS échappant à tout contrôle démocratique national via des directives communautaires, gros contrats de formation et de réseaux informatiques de formation confiés à des entreprises privées (ATOSS) comptant d'anciens ministres dans leur conseil de surveillance (Thierry Breton) etc.

La discussion s'est ensuite engagée sur les fuites inévitables, et déjà avérées, des données de ces systèmes et leur utilisation dans la sphère économique et marchande ; ou encore sur l'interconnexion progressive et cachée d'outils de gestion (GEPI pour Paris) et d'outils de contrôle et de fichage (Base Elève).

Divers représentants ont finalement pris la parole, comme ceux de l'UDAS 38 (<http://udas.org/>) pour dénoncer la transformation du métier d'enseignant en celui d'évaluateur-cocheur-certificateur. A noter : le Parti Pirate était présent dans la salle mais n'a pas souhaité intervenir.